Publié sur (http://lab-imagesdeladiversite.cget.gouv.fr)

IMAGES DE LA DIVERSITÉ

cget Commissariat général à l'égalité des territoires

9/3 Mémoire d'un territoire

Ce documentaire retrace l'histoire du 93 depuis ses origines dans les années 1860 à aujourd'hui, afin de trouver des explications historiques aux grandes difficultés du département.

Le film est découpé en trois parties qui sont nourries de documents d'archives où alternent les témoignages d'habitants, de spécialistes (historiens, urbanistes, architectes) et de responsables politiques (préfet, députés, maire).

Thème(s):	Mémoire Territoires Banlieues
Durée:	88 minutes
Public ciblé:	Tout public
Lieu Concerné - ville:	Seine-Saint-Denis
Genre:	Documentaire
Date de sortie:	2008
Réalisateur / Réalisatrice:	Yamina Benguigui
Production:	Canal +

	Elemiah
Langue:	Français

TROIS RAISONS POUR VOIR ET MONTRER CE FILM:

- Fresque historique qui déconstruit les clichés,
- Images d’archives fortes et rares,
- Intervenants divers et variés (pluralité des points de vue).

PORTÉE SOCIALE DU FILM:

A travers une analyse historique qui débute en 1840 et menée jusqu’en 2008, la réalisatrice Yamina Benguigui tente de décrypter les enjeux économiques et sociaux qui ont conduit le département de la Seine-Saint-Denis à devenir le théâtre des révoltes des banlieues en 2005. Ce coup de projecteur sur le 93 donne des clés pour comprendre comment ce territoire est devenu le sujet de stigmatisations que l’on connaît aujourd’hui. Yamina Benguigui cherche « les raisons de la colère ».

Télécharger la fiche pédagogique [1]

POUR VOIR ET DEMANDER LE FILM:

Consultez la page officielle du film en cliquant ici. [2]

Découvrez le dossier de presse complet du film en cliquant là [3].

Contactez le société de production :

ELEMIAH

Liza Benguigui,

4 rue Jean Macé 92150 SURESNES France

tel.1 : +33 1 41 38 14 14

Fax: +33 1 41 38 14 13

Rachel Amat-Elbaz, Assistante de Production

01 41 38 90 33

rachel@elemiah.fr [4]

Jessica Barasz, Chargée de développement

01 80 03 19 15

jessica@elemiah.fr [5]

Delphine Phan Cao Bach, Attachée de Direction

01 41 38 14 08

delphine.phancaobach@elemiah.fr [6]

site internet : http://www.elemiah.tv [7]

Groupe CANAL+

1, place du Spectacle 92863 Issy-Les-Moulineaux Cedex 9 France

tel.1 : 01 71 35 35 35

site internet : http://www.canalplusgroupe.com [8]

LE PARCOURS DU FILM:

Distinctions :

- Globe de Cristal du Meilleur Documentaire 2009

- Prix Terre(s) d'Histoire 2009 du Festival International Grand Reportage d'Actualité et Documentaire de Société

Diffusion télé :

Canal +

RÉSUMÉ DU FILM:

PARTIE I, 1860-1964, l'arrière-cour de Paris

Au milieu du XIXe siècle, Paris délocalise ses industries polluantes et dangereuses dans ses banlieues nord et est, jusqu'alors lieux de villégiature. Une masse d'ouvriers est déplacée sur cette "arrière-cour" de la capitale et s'entasse dans un habitat précaire et insalubre. Cette première vague de prolétaires est d'abord parisienne, bientôt suivie de provinciaux chassés par l'exode rural, puis d'étrangers qui viennent d'Europe, d'Italie, d'Espagne, du Portugal, puis du Maghreb.

Si l'industrie prospère, la crise du logement éclate. L'État s'engage au moment des trente glorieuses dans un programme de construction de grands ensembles sans ligne directrice ni coordination, dont le plus grand nombre est construit dans la plaine de Saint-Denis, où les terrains ne sont pas chers. Là viendront s'entasser aussi les jeunes Antillais incités à venir en métropole, puis les rapatriés d'Algérie. La banlieue nord-est se caractérise alors par la plus forte concentration d'immigration communautaire.

PARTIE II, 1964-1980, chronique d'un ghetto annoncé

En 1964, une loi partage les deux départements parisiens : la Seine-Saint-Denis est née, une "banlieue rouge". La désindustrialisation due aux crises économiques qui se succèdent et le départ des classes moyennes laissent la place à une population d'immigrés. Avec le regroupement familial, on assiste alors à une explosion démographique de la population immigrée installée dans le 93, dans des ensembles totalement délabrés. Les familles européennes et pieds-noirs abandonnent leurs logements pour accéder à la propriété, le plus loin possible de ces ghettos, touchés de plein fouet par la fermeture des usines et le chômage.

PARTIE III, à partir de 1980, entre espoir et désespoir

Une génération nouvelle éprouve rapidement une vraie crise identitaire et commence à sortir des ghettos, devient visible, manifeste ses revendications, à l'opposé des parents qui étaient restés muets. Le malaise de cette banlieue sacrifiée s'exprime à travers les problématiques de l'emploi, de l'école et du logement. L'État tente de trouver des solutions, met en place des zones franches urbaines, rénove les grands ensembles. De nouveaux pôles technologiques s'installent, sans promesse d'emploi pour la population locale.

PRÉSENTATION DU RÉALISATEUR / DE LA RÉALISATRICE:

Site officiel de Yamina Benguigui : http://www.yaminabenguigui.fr/biographie/ [9]

« J'ai fait un film sur le sacrifice d'une terre, le prix à payer et la mémoire qui reste », Yamina Benguigui .

Yamina Benguigui est née le 9 avril 1955 à Lille. Elle commence à travailler comme assistante réalisatrice puis fonde une société de production avec le réalisateur Rachid Bouchareb : Raya Films. Elle produit alors des émissions de télévision, puis devient réalisatrice de nombreux documentaires dont « Mémoire d'immigré [10] » qui sort en 1998.

Son premier long-métrage de fiction, « Inch'Allah dimanche [11] », sort en 2001. En 2006, elle crée la société de production Elemiah dont l'objectif est de favoriser la représentation des minorités à la télévision et au cinéma. La même année, elle devient membre du Haut Conseil à l'Intégration [12]. En 2007, elle réalise la fiction télévisée « Aïcha » qui bat des records d'audience et sort son nouveau documentaire « 9/3, Mémoire d'un territoire ».

Yamina Benguigui devient adjointe à la Mairie de paris en 2008, et le restera jusqu'en 2012 où elle est nommée ministre déléguée chargée de la Francophonie et des Français de l'étranger sous le gouvernement de François Hollande. En 2015, elle devient vice-présidente de la fondation Energies pour l'Afrique présidée par Jean-Louis Borloo.

« Continuer à être précurseur sur les débats de société de demain jusqu'à ce que les pouvoirs publics prennent le relais et qu'ils soient acculés à l'action : tel est le sens de mon engagement ».

ANALYSE:

Le film commence sur des archives des émeutes de 2005, à Clichy-sous-Bois. Ces images reviendront à plusieurs reprises dans le film, pour conclure les différentes parties qui le constituent. Elles sont comme un « leitmotiv », un refrain, d'ailleurs toujours accompagné de la même chanson. Si la réalisatrice Yamina Benguigui insiste sur ces prises de vues qui montrent la violence de la révolte des banlieues, c'est parce que toute l'entreprise de son film est d'essayer d'en comprendre les ressorts. Quelle histoire se cache derrière ces images ?

Souvent commentées, analysées, rarement comprises, ces vidéos ont fait le tour du monde et ont contribué à accentuer un climat de peur autour d'une jeunesse enclavée dans un territoire défavorisé. C'est à travers une analyse historique portée par des intervenants que Yamina Benguigui tente de comprendre comment le département de la Seine-Saint-Denis a pu devenir le berceau de cette violence sociale qui a conduit à l'explosion des banlieues du 93 en 2005.

Elle narre l'histoire d'un territoire sacrifié, transformé en terrain industriel insalubre et pollué, dont la ghettoïsation est un processus qui s'étend sur un siècle et demi. Toute l'ambition du film est d'explorer le passé pour comprendre le présent. Les jeunes stigmatisés d'aujourd'hui sont les héritiers des ouvriers d'hier. En travaillant un montage qui lie et confronte constamment passé et présent, images d'archive en noir et blanc et prise de vue du monde contemporain, Yamina Benguigui caractérise les émeutes de 2005 comme le point de rupture inévitable d'une injustice sociale qui commence en 1840. La révolte des banlieues est le fruit d'un siècle et demi d'erreurs et de stigmatisations.

PARTIE 1 : L'ARRIÈRE-COUR DE PARIS (1840-1964)

En 1840, les pouvoirs en place ont la volonté de faire de Paris une capitale culturelle et non industrielle. Les industries, polluantes et dangereuses, sont installées en périphérie de la ville : c'est « l'arrière-cour » de Paris. Les terrains sont choisis car ils sont facilement constructibles et que la direction des vents est favorable : les fumées nocives n'atteindront pas le cœur de la capitale.

Par ce saut soudain dans le passé, Yamina Benguigui fait de l'industrialisation des territoires périphériques de Paris le point d'origine d'une lente évolution qui conduira aux images des émeutes

de 2005. Les archives en noir et blanc côtoient des images de la banlieue d'aujourd'hui, afin de montrer que l'histoire du 93 prend ses racines au 19ème siècle. Par le montage, la réalisatrice lie la vie des ouvriers d'alors et les existences des habitants d'aujourd'hui en un destin commun.

La première intervenante à témoigner devant la caméra de Yamina Benguigui est Anne-Cécile Lefort-Prost, Docteur en histoire des techniques. Elle nous raconte que la banlieue a bien été au départ conçue comme un territoire industriel – il avait une portée économique, mais non sociale, ce n'était pas le bien-être des gens qui était visé mais l'expansion industrielle et économique. La première main-d'œuvre à gagner ce nouveau territoire vient des régions françaises. Bretons ou Limousins viennent trouver un travail et tenter leur chance dans ce qu'ils pensent être un « El Dorado » industriel. Rapidement, les conditions de travail catastrophiques refréneront les ouvriers français. La main-d'œuvre viendra alors essentiellement d'une immigration issue de toute l'Europe.

Une immigration qui rejoint ces usines nouvelles pour y mourir. Alain Faure, historien, parle d'un véritable « bagne pour ouvriers » et n'hésite pas à qualifier les travailleurs de « main-d'œuvre sacrifiée » dans des usines mouroirs aux conditions les plus insalubres.

Dés 1860, plus d'un millier d'industries polluantes sont concentrées au nord-est de Paris. Les images d'archives nous donnent à voir les usines toxiques, les bidonvilles, et permettent d'imaginer l'extrême précarité des conditions de vie des ouvriers vivant sur ce territoire qui deviendra un jour le département de la Seine-Saint-Denis.

A la veille de la guerre de 1914, des enfants venus d'Italie du Nord puis d'Espagne sont amenés dans des verreries dans lesquelles ils sont exploités. Georgette Uloa, habitante d'Aubervilliers, raconte ses souvenirs d'enfance dans un bidonville espagnol de l'époque. Son témoignage atteste d'un communautarisme très fort chez la main-d'œuvre immigrée, où des ghettos se constituent par nationalités, avec des ouvriers souvent originaires du même village qui la plupart du temps ne parlent pas Français. Georgette vivait dans le quartier de « la petite Espagne », envahi par les fumées et gaz industriels. Elle raconte l'odeur, les liquides acides, et brosse un portrait terrifiant d'une vie en territoire pollué où les habitants étaient laissés pour compte. Au-delà de cet exemple de la petite Espagne, c'est toute la zone qui était entourée d'industries polluantes.

En diversifiant les intervenants – historien, ancienne habitante d'un bidonville, professeur, architecte, maire, ect – Yamina Benguigui exprime une pluralité des points de vue et confronte les opinions. A la croisée de ces témoignages, elle reconstitue les enjeux économiques et sociaux qui ont défini l'érection du département de la Seine-Saint-Denis. En donnant la parole aux habitants qui vivent ou ont vécu dans ces quartiers, la réalisatrice sort d'un cercle fermé d'autorités et d'experts pour recueillir des récits de vie qui mettent en perspective la parole des universitaires, chefs d'entreprise ou politiques. Ces « petits » récits racontent quelque chose de la « grande » Histoire, ils viennent l'éclairer d'un vécu, d'une expérience au cœur des enjeux de développement du 93.

Après la seconde guerre mondiale, les populations issues des colonies affluent et les taudis se multiplient. Benoît Pouvreau, historien, raconte que l'appel de l'Abbé Pierre du 1er février 1954 réveille les consciences : le gouvernement décide d'implanter des grands ensembles dans le Nord de la Seine. Il est décidé d'implanter 36 grands ensembles en banlieue parisienne pour remédier à la situation et loger les habitants des taudis. Sur ces 36 grands ensembles, 28 sont construits en Seine-Saint-Denis qui devient, par défaut, le territoire où seront réunis les plus pauvres.

Jacques Girault, professeur d'histoire, rappelle que le gouvernement a lancé en 1953 le concours « Million », un appel national aux architectes pour construire rapidement et à moindre coût en faisant des compromis sur la prestation et le confort. George Philippe, architecte, explique qu'il a refusé de construire dans ces conditions car il ne pouvait pas assurer une qualité de bâti et d'entretien des immeubles à ce coût. Les grands ensembles ont donc été bâtis en urgence, pour répondre à une crise

du logement d’après-guerre alors que beaucoup de bâtiments avaient été détruits.

Pour Pierre Sudreau, Commissaire à la Construction de la Région Parisienne (1955-1958) et Ministre de la Construction (1958-1962), construire rapidement pour le plus grand nombre était une nécessité absolue. Il reconnaît pourtant : « on n'a pas contrôlé le dérapage dans les années 1960 ». Ce « dérapage » , Emile Aillaud, architecte des « Courtillières », le relate dans une vidéo tournée à Pantin qui date de 1969 : « ce qu'on a essayé de faire ici c'est que la préfabrication qui est une fatalité ne donne pas aux gens le sentiment qu'ils sont eux-mêmes préfabriqués. Le problème contemporain c'est de s'être mis à loger l'innombrable qui jusqu'à maintenant se trouvait dans l'interstice des autres. Maintenant qu'on les loge collectivement, encore faut-il leur donner cette capacité d'isolement dans la collectivité ».

Emile Aillaud dénonce à sa manière des bâtiments qui freinent l’épanouissement personnel, des immeubles qui peuvent donner le sentiment de ne pas être un individu à part entière et d’être prisonnier d’un vivre-ensemble imposé : « je ne crois pas beaucoup en ces grands bâtiments où les gens sont supposément gais d'être ensembles. Je pense qu'il y a plutôt des antinomies de palier à palier que des affections ». Pendant qu'il s'exprime, la caméra de 1969 survole les bâtiments des Courtillières, qui forment une arabesque complexe avec un évident désir d'esthétique et d'artistique, qui montrent qu’Emile Aillaud a essayé de donner quelque chose d’unique à ces immeubles, et de sortir d’une routine architecturale qui caractérise parfois les grands ensembles. Il fait partie de ces architectes qui ont tenté de faire du préfabriqué à moindre coût tout en trouvant des configurations et des constructions originales pour combattre la monotonie.

Georges Candilis, architecte lauréat du concours « Million », témoigne dans des images d’archives : « on fait le maximum et c'est déjà pas mal. Je sais pas ce que ça va donner. C'est trop tôt pour dire si c'est réussi ou si c'est raté ». On comprend que les architectes choisis pour faire « pousser » les grands ensembles devaient travailler avec trop peu de moyens, et trop peu de temps pour les réaliser. Cinquante ans plus tard, c’est à chacun de juger s’ils ont « réussi » ou « raté ». Ce témoignage de l’époque démontre aussi à quel point la banlieue a été un territoire d’expérimentation, où les résultats et les conséquences de l’industrialisation au 19ème siècle, puis de la construction des grands ensembles au 20ème, étaient incertains pour tous.

« On faisait des HLM pas vraiment là où il y avait des besoins mais là où il y avait une usine de préfabrication à amortir » dénonce Robert Lion, Directeur de la Construction de 1969 à 1974 et Délégué Général de l'Union des HLM de 1974 à 1981. Au-delà de l’enjeu social – la crise du logement, il y a donc aussi, toujours, un enjeu économique qui détermine la vie des personnes qui vivent sur ce territoire. On construit ces nouveaux grands ensembles pour faire marcher les usines de préfabrication. La localisation de ces nouveaux logements ne se fait donc pas selon un critère social mais selon des facilités économiques. Les gens se retrouvent alors logés dans des territoires isolés, enclavés. Déconnectés.

Les communautés sont ghettoïsées, les attributions de logement regroupent les nationalités entre elles. En juin 1962, l’aérogare du Bourget reçoit 3000 rapatriés d'Algérie par jour. Les plus pauvres sont dirigés vers la cité des 4000 de La Courneuve qui devient une enclave précaire pour les populations issues de l'immigration. On rassemble ainsi les pauvres et les immigrés dans ces nouveaux grands ensembles construits rapidement sans soucis de qualité de bâti. De cette manière se créent des enclaves communautaires et des cités entières livrées à la pauvreté et au chômage. Dans les images d’archive, on peut voir les milliers d’Algériens, hommes, femmes, enfants ou personnes âgées, dans l'attente d'un rapatriement. Toute leur vie dans quelques valises.

Les années 1960 marquent la création du BUMIDOM (Bureau des Migrations des Départements d’Outre-Mer) qui vise à favoriser l’immigration en métropole des populations des îles françaises. Organisé par Michel Debré, cette politique de migration d’État déplace en métropole des milliers

d'Antillais, Réunionnais et Guyanais, suite à leurs revendications pour désenclaver leurs îles qui sont dans une grande précarité économique, frappées par le chômage. Un reportage datant des années 1960 nous emmène en Martinique. On découvre des enfants désœuvrés qui vivent dans des taudis. L'économie est au plus bas, il n'y a pas de travail. Aimé Césaire est alors député de la Martinique : « la Martinique de papa a vécu. Il faut essayer de concevoir une Martinique nouvelle ».

Françoise Verges, Docteur en Sciences Politiques et écrivain, analyse à postériori cette migration d'État. Les migrants en provenance des Dom Tom venaient en métropole pour une durée de trois ans au minimum, durant lesquels ils ne pouvaient pas repartir. Ils espéraient un métier, une formation, mais étaient bloqués dans des emplois précaires sans possibilité de retour. Un journal de l'époque titre : « Harlem-sur-Seine : 100 000 antillais en métropole dont 75% en région parisienne ». Près d'un million d'Antillais et 70 000 Réunionnais vont être déplacés avec le Bumidom. Les noirs sont alors plus nombreux en France que dans leurs deux îles réunies. Ils travaillent par exemple dans les hôpitaux, ou aux bureaux de poste.

Alice "Ginette" Rene, habitante de Bobigny, est née en Guadeloupe et raconte son histoire. Dans les images d'archive, on peut voir les plantations de bananes. Comme beaucoup d'autre, Alice travaillait pour le « patron » de la plantation, logée dans une case. De l'esclavage déguisé en entreprise. Elle narre la venue du Général De Gaulle, en Guadeloupe : une visite sans promesses : « Je crois qu'il est venu pour capter son machin d'immigration ». La main-d'œuvre commençait à manquer en métropole, et le BUMIDOM servit à remplir les usines de nouveaux ouvriers. « On vous promet l'El Dorado, vous y allez ».

Arrivés en métropoles, des cars conduisaient directement les migrants dans les territoires qui leur étaient affiliés. Cette répartition fut savamment organisée et les Noirs n'avaient pas leur mot à dire. Installés en métropole, on leur apprend à faire le ménage, à manipuler des appareils électro-ménagers. Ces deux ans de formation ont été vécus par Alice comme un enfermement : « tant que les deux ans étaient pas finis on n'était pas libres ». Le racisme est alors très fort en France, et des phrases comme « les Français noirs ça n'existe pas » étaient monnaie courante. En filmant la Journée de l'Abolition de l'Esclavage à Saint-Denis, la réalisatrice lie une nouvelle fois passé et présent, racisme d'hier et d'aujourd'hui, et renvoie « l'esclavage d'entreprise » dans les plantations de 1960 à un passé plus lointain où l'esclavage était institutionnalisé.

Alice a vécu à Clichy-sous-Bois, et témoigne d'une diversité qui s'est perdue avec le temps : « c'était mélangé, y'avait des Français, des Arabes, des Africains, mais maintenant c'est le ghetto, c'est uniquement africain ». Petit à petit, les classes moyennes désertent les grands ensembles pour gagner les banlieues pavillonnaires. Les HLM deviennent le refuge des populations pauvres et issues de l'immigration.

Les images des émeutes reviennent pour souligner le fait que ce sont toutes ces trajectoires politiques historiques qui ont conduites à la tension sociale de 2005. La révolte de 2005 est mise en scène dans le montage comme le parachèvement d'une politique de ghettoïsation qui dure depuis 1840.

PARTIE 2 : CHRONIQUE D'UN GHETTO ANNONCE (1964-1980)

Cette seconde partie débute par un procédé de montage appelé le « fondu enchaîné » : les images se « fondent » l'une dans l'autre, comme si elles se superposaient. Ce procédé indique une liaison entre les images. Ici, ce sont les images de la banlieue d'aujourd'hui et des ouvriers d'hier qui s'enchaînent en se superposant. Yamina Benguigui, par ce procédé, vient lier le destin des ouvriers qui ont souffert pour ériger le département de la Seine-Saint-Denis avec celui des gens qui y habitent aujourd'hui. Les parcours de vie individuels forment une histoire commune.

La loi du 10 juillet 1964 réorganise toute la région parisienne. La « Seine-Saint-Denis » est officiellement créée. Elle porte le numéro 93, ex-numéro du département de Constantine en Algérie. Ainsi la Seine-Saint-Denis renvoie dans son appellation même à un autre pays que la France, comme si elle avait été pensée dès l'origine comme territoire d'immigration.

Dans des images d'archives d'une émission télévisée, Christian Fouchet, Ministre de l'Intérieur en 1967 et 1968 explique qu'avec la loi du 10 juillet 1964, sept nouveaux départements ont été créés. Selon Jacques Girault, les critères de création de ces sept nouveaux départements sont comme toujours à la fois économiques (industriels) et sociaux (regrouper les populations les plus pauvres). Identité industrielle, populations démunies, présence du communisme, caractérisent ces nouveaux départements. On crée des territoires où reléguer ceux dont on ne sait pas quoi faire ou dont on ne veut plus et on maximise le rendement de ces territoires en en faisant des territoires industriels. Sur les 40 communes du nouveau département de la Seine-Saint-Denis, 21 sont communistes, 8 sont socialistes et apparentées. Le 93 devient « la banlieue rouge ».

Jusque la fin des années 1950, il n'y a pas de lycées ni de collèges en banlieue Nord. Pour un fils d'ouvrier, il n'y a que des formations courtes – l'unique alternative est de prendre le train pour aller dans un lycée parisien. Il est donc très difficile de sortir de sa condition ouvrière. Lorsque les usines ferment les unes après les autres, le monde ouvrier se retrouve alors sans ressources. Il doit affronter un plan de désindustrialisation qui permet d'empêcher le regroupement idéologique des ouvriers de banlieue. Les images d'archives montrent les usines abandonnées qui font comme des « trous dans la ville ».

Des habitants des banlieues issus de l'immigration témoignent des conditions insalubres et dangereuses dans lesquels travaillaient les ouvriers dans les usines et de l'inquiétude dans les familles lors des licenciements économiques dus à la désindustrialisation. Le 93 est le département d'Ile-de-France le plus touché par la fermeture des usines. Abandonnés par l'école et sans perspectives d'emploi, les jeunes, désœuvrés, « tournent en rond ». Leurs parents, dépassés par les événements, sont culturellement déphasés. La drogue devient le fléau de cette jeunesse sans promesse d'avenir.

Un reportage datant de 1983 relate la mort tragique du jeune Toufik, abattu d'une balle en plein cœur par un habitant de La Courneuve excédé par les nuisances sonores. La prophétie d'Emile Aillaud s'accomplit, la promiscuité forcée des habitants favorise un climat de tension aux conséquences parfois dramatiques. Dans les médias de l'époque, une habitante prédit à son tour : « il faut agir parce que ça dure depuis trop longtemps et ça va être de plus en plus virulent » tandis qu'un homme assure que « si la justice ne fait pas son travail c'est les gens qui le feront ». Vingt ans avant les émeutes, les conditions de vie en Seine-Saint-Denis en font déjà un territoire prêt à exploser.

Suite à la mort du jeune Toufik qui a défrayé la chronique à l'époque, le président de la République François Mitterrand met en place un plan de rénovation des immeubles, qui n'avaient jusqu'ici jamais été entretenus, qu'il délègue au département de la Seine-Saint-Denis, afin d'apaiser les tensions sociales et d'améliorer les conditions de vie en banlieue. Dans une interview de 1983, Roland Castro, architecte en charge de ce plan de rénovation, dénonce l'isolement des banlieues : « les banlieues sont moins bien que les centres, elles sont loin des centres. On sait pas quoi faire des gens qu'on appelle d'un mot horrible, "cas sociaux", alors on les met à La Courneuve ».

Yamina Benguigui conjugue cette vidéo d'archive avec une interview de l'architecte qu'elle conduit au moment du tournage de son documentaure. Si en 1983, Roland Castro exprimait son espoir d'une amélioration de la vie en banlieue dans un élan citoyen, il a perdu vingt ans plus tard de son optimisme : « c'est resté très en retard par rapport à pleins d'autres endroits. On a l'impression que l'État s'habitue à faire mal les souterrains, les bordures de trottoirs, la lumière, les plantations d'arbres. Ils plantent mieux les arbres chez les riches que chez les pauvres ». Avant de conclure

sinistrement : « le 9-3, on n'a pas réussi à s'en sortir. C'est un lieu sans issue ».

Le 93, département sans espoir ? « Les mères, nous, on fait ce qu'on peut », témoigne une femme de Neuilly-sur-Marne. Les parents n'ont pas d'argent et regardent, impuissants, leurs enfants rester au chômage et errer dans leur quartier. La tentation de la drogue est une véritable menace. Ce constat d'échec laisse place, une nouvelle fois, aux images des émeutes de 2005, exprimant la colère d'une jeunesse abandonnée, laissée de côté.

TROISIÈME PARTIE : ESPOIR ET DÉSESPOIR (1980-2008)

La seconde partie s'est terminée sur un constat fataliste, « sans issue ». Comme pour faire le lien avec cette vision désespérée, la troisième partie s'ouvre sur un immeuble qui s'effondre. C'est le temps des démolitions. Mais cet effondrement, c'est aussi celui, plus métaphorique, d'une banlieue prête à imploser.

En vue d'accueillir le village olympique, un plan de démolitions et de rénovations est mis en place. Les démolitions d'immeubles en Seine-Saint-Denis ont été très polluantes, notamment en termes d'amiante. C'est dans cette période que les autorités se rendent compte que les sols sont extrêmement pollués – pollution héritée de l'industrialisation du siècle précédent et des bombardements de la seconde guerre mondiale. Hydrocarbure, acide nitrique, plomb, ont pollué les nappes phréatiques et l'environnement du 93, à moins de 40 centimètres de la surface du sol, par 60% de métaux lourds. Des images d'archives de bombardements de la seconde guerre mondiale se superposent aux terrains en banlieues aujourd'hui : des terrains marqués par l'histoire, souillés par la guerre.

Le coût de la dépollution est énorme. La Seine-Saint-Denis serait un territoire « sacrifié », dont l'industrie a fait à la fois la grandeur (il y avait une fierté d'être ouvrier) et la décadence (conditions insalubres, ouvriers parqués ensemble sans possibilité de sortir de leur condition, pollution des sols).

Daniel Verba, sociologue et directeur de l'IUT de Bobigny, raconte comment les étudiants de son université se sentent stigmatisés, étiquetés, en raison du territoire d'où ils viennent. Instinctivement, ils revoient d'eux-mêmes leurs ambitions à la baisse. A force d'être dévalorisés par un système qui a des à-priori sur les jeunes de la Seine-Saint-Denis, ces jeunes finissent par s'auto-dévaloriser et à ne plus croire en eux.

Un jeune qui habite Clichy-sous-bois témoigne : « on est une ville super jeune et on n'a pas de cinéma, pas de centre commercial, pas de bowling, pas de patinoire, pas de centre aéré, pas de discothèque...on a des rues, des trottoirs, des tours, et c'est tout ». Une jeunesse qui se sent piégée dans son quartier : longueurs des trajets en transports en commun, dernier train de banlieue à 1h du matin, taxis trop chers, contrôle par les agents parfois discriminants. « On les voit les jeunes, ils sont en bas du hall, mais est-ce qu'ils y sont par plaisir ? C'est qu'ils ont rien d'autre à faire ».

Clichy-sous-Bois, c'est 40% de taux de chômage pour les jeunes. 9 et 3 deviennent des chiffres maudits sur un CV, le 93 fait peur et indiquer qu'on vient de ce département est un frein à l'embauche. Pourtant, le jeune homme qui témoigne, comme beaucoup d'autres dans le 93, ne demande qu'à étudier et prouver sa valeur. Il prépare son entrée à Science-Po.

Yamina Benguigui donne la parole à Claude Bevran, Déléguée Interministérielle à la Ville de 1998 à 2005, pour tenter de comprendre comment lutter contre ces discriminations territoriales. Au départ, la Politique de la Ville ne représentait qu'un peu d'action sociale et de réhabilitation des logements. Le Ministère du Logement gardait ses crédits logements et la Politique de la Ville avait donc une marge de manœuvre très restreinte ; elle n'avait pas d'impact sur le logement, l'éducation nationale ou la police. « Une politique qui agit à la marge ». Si aujourd'hui la Politique de la Ville s'est développée,

avec des actions dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville [13] qui rayonnent nationalement, cette interview témoigne du sentiment d'impuissance des forces politiques en place pour remédier à la situation d'enclavement du 93 (nous sommes en 2007 quand Yamina Benguigui tourne ces images).

Xavier Lemoine, maire de Montfermeil depuis 2002, paraît lui aussi dépassé, et harassé, par la complexité de la situation de sa ville de Seine-Saint-Denis. L'autoroute A87 devait passer par Montfermeil afin de désenclaver la ville mais cela ne s'est jamais fait et l'État n'a pas respecté ses promesses en termes de logement. La ville étant mal desservie, 4 500 logements se sont retrouvés isolés. Xavier Lemoine, fortement remonté, dénonce un débat sur la mixité sociale paralysé et une répartition ghettoïsée des familles dans les logements sociaux. A Montfermeil, la population est composée de 60 % de personnes issues de l'immigration. Un tiers des habitants de la ville sont concentrés dans le quartier des Bosquets, ce qui crée une grand promiscuité, et donc, des tenstions. « Les riches se retrouvent avec les riches et les pauvres se démerdent entre eux ».

Une femme âgée, ancienne habitante des Bosquets, témoigne que toutes les personne issues de l'immigration étaient logées, systématiquement, dans ce quartier. Les classes moyennes ont alors fui les cités qui se précarisent et qui connaissent des soucis d'intégration, dus à des populations issues de l'immigration regroupées ensemble, isolées des autres habitants. « Ça a été l'exode. Les gens partent parce qu'il y a eu de plus en plus d'étrangers qui s'intégraient pas ».

Les Bosquets est devenu un ghetto, dans lequel cette femme s'est retrouvée coincée. Son histoire montre qu'on fabrique aussi le racisme en concentrant les gens dans des habitats indignes, des copropriétés dont personne n'a les moyens de payer les charges d'entretien.

Après la construction du stade de France, inauguré en 1998, deux gares sont créées pour desservir la Plaine Saint-Denis. Francis Dubrac, chef d'entreprise en Seine-Saint-Denis et Président de Plaine Commune Promotion depuis 1998, raconte comment, en trois ans, 900 000 mètres carrés de locaux d'activité et de bureaux on été construits sur la Plaine Saint-Denis, qui offre encore à cette époque des terrains constructibles à moindre coûts.

Cette nouvelle et rapide industrialisation de la Plaine ne s'accompagne pourtant pas d'une réduction du chômage sur le territoire. En effet, les entreprises arrivent avec leurs salariés et n'emploient pas les habitants locaux, malgré de nombreux étudiants diplômés et qualifiés. Georges Guilbert, chef d'entreprise, Président de la Chambre de Commerce de Seine-Saint-Denis de 1998 à 2004, témoigne que les habitants de la Seine-Saint-Denis, malgré leur volonté de trouver du travail, sont très peu embauchés. La Seine-Saint-Denis s'enrichit donc, classée au deuxième rang des départements les plus riches de France, mais sa population reste, paradoxalement, l'une des plus pauvres du pays. L'industrialisation laisse les habitants du département à la marge ; ils voient des entreprises prospérer sous leurs yeux sans pouvoir profiter de cet essor entrepreneurial.

Claude Bartolone, Président du Conseil Général de Seine-Saint-Denis depuis mars 2008 croit pourtant qu'« on peut de nouveau construire quelque chose ». Il parle d'une lumière qui brille dans les ténèbres. Le discours de cet homme d'autorité du département, s'il véhicule de l'espoir et refuse de se laisser aller à la fatalité, n'offre pas de solutions concrètes, et reste très abstrait.

Rahma Kone a grandi dans la cité des Francs Moisins. Elle voulait être avocate mais ses enseignants voulaient la convaincre que c'était inaccessible pour elle. Rahma a réussi à déjouer les pronostics et travaille aujourd'hui comme avocate. Après les émeutes, elle décide de revenir s'installer dans le 93 pour, à son échelle, essayer de faire changer les choses. Son frère est décédé dans une altercation et elle a vu la violence monter dans le département. « On peut faire des choses très positives. Nous, enfants de l'immigration, on est là et on restera là ».

Lors des émeutes de 2005, les États-Unis ont montré la révolte des banlieues comme un événement

apocalyptique : « France Burning », « La France en feu » titraient les journaux télévisés. Ces images d'archive provenant du continent américain montrent comment octobre 2005 a pu être perçu à l'étranger, avec une lecture simplifiée des événements et une incompréhension générale. Les amalgames sont alors légion, comme un journal télévisé qui titre : « Muslim riots », traduction : « la révolte des musulmans ». Les émeutes de 2005 n'étaient pourtant pas une révolte musulmane, c'était le cri de désespoir d'une jeunesse privée de perspectives sociales. En retraçant toute l'histoire du 93, Yamina Benguigui nous permet de mieux cerner les enjeux de la révolte des banlieues, qui a poussé la jeunesse des quartiers, musulmane ou non, à exprimer sa colère à travers des actes de violence.

Le film est dédié à Zyed et Bouna, morts électrocutés le 27 octobre 2005 à Clichy-sous-Bois, alors que, poursuivis par la police, ils s'étaient réfugiés dans un transformateur EDF. C'est une façon de « boucler la boucle », car cette mort tragique a été l'événement à l'origine de la révolte de 2005. La troisième partie du film se termine comme elle a commencé, sur l'image d'un édifice qui s'effondre. C'est ce long effondrement, prenant place sur plus d'un siècle et demi, qui a été narré par le film. La révolte des banlieues a été le point de rupture définitif, dévoilant au monde les tensions sociales qui sommeillaient dans des territoires qui se sentaient abandonnés de la République.

La fin du film lie une nouvelle fois, en fondu enchaîné, les habitants du 93 d'aujourd'hui et les ouvriers d'hier. Yamina Benguigui a dit sur son film : « le 9-3 n'est pas une histoire de Noirs, de Maghrébins ou de Blancs. C'est une histoire de pauvres. Il est fondamental de raconter aux jeunes d'aujourd'hui qu'ils ne sont pas les seuls ni les premiers à souffrir. Que cette histoire leur appartient. Et qu'elle n'est pas raciale. J'aimerais qu'ils se sentent les descendants de ces ouvriers bretons ou espagnols. On a trop joué sur les différences culturelles, religieuses. Le problème n'est pas là : c'est avant tout une affaire sociale ».

Des images de célébrités issues de la Seine-Saint-Denis apparaissent, comme si elles sortaient de la masse des ouvriers – ils en sont les descendants. Rappeler que ces personnalités viennent du 93, c'est finir en disant que oui, c'est possible. Qu'il est permis de s'extirper de sa condition sociale, que chacun a le droit d'avoir des ambitions. C'est rappeler, aussi, qu'il y a des talents et des gens de ressource sur ce territoire. « La violence, les phénomènes religieux se résorberont d'eux-mêmes quand il y aura du travail, de la dignité, de la reconnaissance ».

Le film se termine, symboliquement, sur l'image d'André Malraux, écrivain anticolonialiste et homme politique humaniste qui a grandit à Bondy.

QUESTIONS CLES:

- Pourquoi décide-t-on de construire les usines en périphérie de Paris en 1840 ?

- Quelles sont les conditions de travail des ouvriers dans ces usines ? Quelles sont leurs conditions de vie aux alentours de ces usines ?

- Peut-on dire que la Seine-Saint-Denis a connu une ghettoïsation « programmée » ?

- Quels liens pouvez-vous tisser entre les ouvriers habitant sur le territoire du 93 au 19ème siècle et les habitants de la Seine-Saint-Denis dans les années 2000 ?

- Quels problèmes connaissent les quartiers de la Seine-Saint-Denis dans les années 2000 ?

- Pourquoi selon vous le film fait-il un saut temporel important entre 1914 et 1954 ?

- Qu’est-ce que le concours Million ? En quoi a-t-il été bénéfique ? Quelles en sont les limites sur le long terme ?

- Qu’est-ce que le BUMIDOM ? Pour quelles raisons, officielles et officieuses, a-t-il été mis en place ? Quelles étaient les perspectives des personnes déplacées par ce dispositif ?

- Dans quel contexte est créée la Seine-Saint-Denis et à quoi se rapporte son numéro de département ? Qu’est-ce que cela implique ?

- Quels sont les différents types d’intervenants qui témoignent devant la caméra ? Quel est l’intérêt selon vous de cette diversité de profils ?

- Pourquoi la Plaine Saint-Denis a-t-elle connu un essor industriel à partir de 1998 ? Pourquoi peut-on dire que les habitants du département en ont été exclus ?

- La dernière partie du film s’appelle « Espoir et désespoir ». Comment s’incarne ce désespoir dans la jeunesse des quartiers défavorisés ? Quels sont les espoirs mis en avant par le film ?

- Selon vous, pourquoi la réalisatrice finit-elle sur des images de célébrités mélangées à des images de familles ouvrières du 19ème siècle ?

Pour aller plus loin : découvrez le dossier pédagogique réalisé par *Télédoc* en cliquant ici. [14]

LE SAVIEZ-VOUS ?:

- En 1998 Yamina Benguigui réalisait « Mémoires d’immigrés », une série documentaire de trois heures sur l’histoire de l’immigration maghrébine en France. Pour la première fois, à travers des histoires personnelles émouvantes, des images d’archives inédites, des témoignages d’hommes politiques, une histoire méconnue de l’immigration était révélée. Ce travail original rencontra un grand succès en France comme à l’étranger et fut consacré par de nombreux prix, dont le Sept d’or du documentaire en 1998. C’est aujourd’hui un outil de référence, utilisé par de nombreuses institutions.

- Deux ans de travail et d’investigation sur le département ont été nécessaires à Yamina Benguigui pour réaliser « 9/3 Mémoire d’un territoire ».